

« Il y a des gens d'humeur vagabonde qui déménagent tous les ans » : stratégies et mobilité sociale de la classe ouvrière de Québec durant la Longue Dépression de 1873

GUILLAUME DUROU*

La Longue Dépression de 1873 correspond à la toute première crise capitaliste mondiale. Les analyses de ses répercussions au Canada se sont cependant concentrées sur les faillites d'entreprises et le marasme boursier. Aussi les rapports sociaux durant cette période singulière n'ont-ils guère retenu l'attention. Afin de comprendre les dynamiques internes de l'économie capitaliste, nous avons abordé la crise à partir de la question de la propriété et de la structure de classe. En cherchant à comprendre les relations entre propriétaires et locataires, d'une part, et le marché, d'autre part, nous mettons en lumière dans notre analyse sociohistorique les caractéristiques de la structure sociale du quartier Saint-Roch à Québec, en plus de la nature même de la crise.

The Long Depression of 1873 represents the first major global capitalist crisis. Analyses of its impact in Canada, however, have only focused on bankruptcies and the stock market slump. Hence, little attention has been paid to social relations during this singular period. To understand the internal dynamics of capitalism, we have examined this crisis from the perspective of property and class structure. By seeking to understand relations between landlords and tenants on the one hand and the market on the other, this sociohistorical analysis sheds light not only on the nature of the crisis but also on the characteristics of the social structure of the St. Roch neighbourhood in Quebec City.

TÉMOINS DU QUOTIDIEN des déménageurs du mois de mai, Hector Fabre écrivait en 1866 : « Il y eut cette année à Québec, encore plus de déménagements que d'ordinaire. Il y a assez de meubles dans les rues pour garnir une petite ville

* Guillaume Durou est professeur adjoint en sociologie au Campus Saint-Jean de l'University de l'Alberta. L'auteur tient à remercier les évaluateurs externes pour leurs judicieux conseils ainsi que le FRQSC pour avoir soutenu la présente recherche, dans le cadre d'une étude doctorale.

[...]». Et plus loin, il ajoutait : «Connaît-on rien de plus navrant qu'un intérieur de maison étalé au milieu d'une rue¹ ?» Au XIX^e siècle, cette pratique était très répandue dans les quartiers ouvriers de Montréal et de Québec. Si déménager peut paraître banal, ce geste ne l'est qu'en apparence. À vrai dire, déménager ne repose ni sur le hasard ni sur un ensemble d'humeurs individuelles. Changer de propriété ou de logement ne constitue que le miroitement de rapports sociaux plus profonds et témoigne précisément des dynamiques internes de l'économie. Plus spécifiquement, le déménagement traduit les inégalités de perspectives d'avenir et de choix au sein de la structure sociale et fait partie intégrante des relations de domination qui organisent la vie en régime capitaliste.

Le présent article s'attache justement à comprendre les rapports de classe et la mobilité sociale au XIX^e siècle, à une période clé de la transition industrielle et du développement de l'économie canadienne. En effet, le pays traverse à la fin du siècle la première grande crise économique moderne. Sociohistorique, notre démarche s'inspire en partie de réflexions entamées par Louise Dechêne² sur la structure foncière de Saint-Roch et par Jason A. Gilliland³ puis Gilles Lauzon sur le déménagement à Montréal⁴. À partir d'un échantillon de la population du quartier Saint-Roch de Québec, nous avons analysé les rapports économiques et sociaux entre propriétaires et locataires puis examiné les conditions d'ascension et de déclassement social à une période où le logement et la propriété constituaient des enjeux de premier ordre. En Europe, les socialistes avaient attaqué de front la situation des ouvriers et le difficile accès à la propriété en émettant de virulentes critiques. Dans la foulée, Friedrich Engels avait soumis aux lecteurs allemands la «question du logement» en affirmant que pour parvenir à éliminer la pénurie, le travailleur devait «devenir propriétaire de son habitation⁵». En pleine crise économique, cette question devenait d'autant plus centrale. De l'autre côté de l'Atlantique, à Québec plus précisément, la population subissait autrement les excès du capitalisme. Depuis le milieu du siècle, de nombreux travailleurs étaient devenus progressivement propriétaires de leur habitation. Avec en moyenne deux à trois pièces⁶, ces «petites propriétés⁷» constituaient l'élément central d'une

1 *L'Événement* (Québec), 19 mai 1866.

2 Louise Dechêne, «La rente du faubourg Saint-Roch à Québec – 1750-1850», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 34, n° 4, mars 1981, p. 569-596.

3 Jason A. Gilliland, «Modeling Residential Mobility in Montreal, 1860-1900», *Historical Methods: A Journal of Quantitative and Interdisciplinary History*, vol. 31, n° 1, hiver 1998, p. 27-42.

4 Gilles Lauzon, «Cohabitation et déménagements en milieu ouvrier montréalais : essai de réinterprétation à partir du cas du village Saint-Augustin (1871-1881)», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 46, n° 1, été 1992, p. 115-142.

5 De juin 1872 à février 1873, Engels avait écrit plusieurs articles sur la question du logement (*die Wohnungsfrage*) et de l'accès à la propriété dans le journal *Der Volksstaat*. Karl Marx et Friedrich Engels, *Werke*, Band 18, März 1872 – mai 1875, Berlin, Dietz, 1976, p. 220 (nous traduisons).

6 Comme en témoignent des ouvriers devant la Commission royale d'enquête sur le travail et le capital en 1888, *Report of the Royal Commission on the Relations of Labor and Capital in Canada: Evidence, Quebec*, part II, Ottawa, A. Senécal, 1889, p. 780.

7 Le terme de Louise Dechêne marque cette limitation dans l'accès à un type d'habitation où modestie et superficie restreinte dominant. Le duplex et la maison entassée à la façade de bois, au large toit percé de lucarnes, représentaient l'habitation typique de l'ouvrier. Voici la description qu'en faisait Stanislas-Alfred Lortie, professeur à l'Université Laval, en 1903. Les maisons des ouvriers, dit-il, «n'ont guère plus d'un étage, et sont toutes pourvues de cours, de sorte que leur peu d'élévation laisse pénétrer facilement le soleil.

stratégie de conservation du patrimoine ouvrier. Il s'agissait toutefois d'une nouveauté. Québec était longtemps restée une ville de locataires. Aux XVII^e et XVIII^e siècles, il était difficile pour un journalier d'acquérir une propriété. Par conséquent, ces derniers représentaient plus de 75 % des locataires⁸. Les temps ont changé et la mobilité sociale par la propriété s'est lentement accrue. Cette mobilité dépendait grandement des contraintes du marché et de la place qu'occupaient les groupes sociaux dans la structure sociale. Certains pouvaient ainsi voir leur autonomie se restreindre ou se déployer selon les périodes. Cette interdépendance entre agent et structure pose à juste titre la question du poids du capitalisme sur les trajectoires sociales. Qu'en est-il de cette autonomie et des contraintes durant les épisodes de crise? C'est la question à laquelle nous souhaitons répondre en cherchant à comprendre la situation immobilière avant puis pendant la crise.

Jusqu'à ce jour, la nature de la crise économique de 1873 et son impact sur les classes sociales n'ont guère retenu l'attention, et très peu d'études nous informent sur la trajectoire des classes sociales en période de dépression⁹. L'historiographie économique canadienne s'est presque exclusivement intéressée à la sphère de la circulation du capital : elle dénombre les banques en faillite et se concentre sur la chute boursière ainsi que sur les effets des politiques tarifaires aux États-Unis et au Canada¹⁰. Toutefois, dans la sphère de production, la dépression de 1873 a laissé de profondes traces, exposant de nombreuses familles au chômage et à l'endettement. Pour comprendre le lien complexe qui unit les membres de la société au système économique, il faut se pencher sur les rapports qui déterminent socialement les propriétaires et les non-propriétaires.

Certains auteurs se sont intéressés depuis plusieurs années au concept de relations *sociales* de propriété¹¹ – qu'il ne faut pas prendre ici au premier degré. En fait, il permet de problématiser les éléments qui déterminent la condition selon laquelle les groupes sociaux «jugent rationnelle et possible la poursuite d'un

D'ordinaire, ces maisons abritent deux familles, dont l'une habite le rez-de-chaussée, et l'autre l'étage supérieur, avec chacune une entrée séparée. Le nombre de pièces des logements ouvriers est de trois à six ; la plus grande sert de cuisine et de salle à manger, et les autres de chambres à coucher, à l'exception de celle qui se trouve à l'entrée et qui sert de salon de réception. La superficie moyenne de ces pièces est de seize mètres carrés. Elles ont toutes des fenêtres donnant soit sur la cour, soit sur la rue. » *Compositeur typographe de Québec, Canada (Amérique du Nord), Les ouvriers des deux mondes*, troisième série, fascicule n° 10, Paris, Secrétariat de la société d'économie sociale, 1904, p. 68.

8 Yvon Desloges, *Une ville de locataires : Québec au XVIII^e siècle*, [Ottawa], Lieux historiques nationaux, Service des parcs, 1991, p. 114-115.

9 Exception faite de certaines études, comme celle de Gaétan Gervais sur les classes commerçantes : « Le commerce de détail au Canada (1870-1880) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, n° 4, mars 1980, p. 521-556.

10 G. W. Bertram, « Economic Growth in Canadian Industry » dans W. T. Easterbrook et M. H. Watkins (dir.), *Approaches to Canadian Economic History: A Selection of Essays*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2003 (1967), p. 74-98.

11 En plus de la contribution originale de Robert Brenner, « Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe », *Past & Present*, 70, February, 1976, p. 30-75., notons celles de Frédéric Guillaume Dufour, *La sociologie historique. Traditions, trajectoires et débats*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2015 ; Sébastien Rioux et Frédéric Guillaume Dufour, « La sociologie historique de la théorie des relations sociales de propriété », *Actuel Marx*, n° 43, 2008, p. 126-139 ; Ellen M. Wood, *The Origin of Capitalism: A Longer View*, London, Verso, 2002 ; Michael Andrew Žmolek, *Rethinking the Industrial Revolution. Five Centuries of Transition from Agrarian to Industrial Capitalism in England*, Chicago, Haymarket Books, 2014.

ensemble d'actions» en accord avec les signaux du système économique. Par conséquent, il s'agit de voir comment ces actions s'orientent de sorte qu'elles maintiennent voire renforcent les relations sociales de propriété déjà existantes¹². L'étude du faubourg Saint-Roch faite par Louise Dechêne durant la période précapitaliste a bien montré une dynamique comparable où la manipulation du droit seigneurial encadré par la Coutume de Paris avait permis à des propriétaires de consolider leur position tout en gardant la haute main sur de vastes lots¹³. Une stratégie similaire, mais cette fois en pleine industrialisation, a aussi été observée à Montréal, où certaines familles bourgeoises accumulaient progressivement du capital immobilier à l'intérieur de zones déterminées et pouvaient étendre leur mainmise sur le quartier¹⁴. Ce contexte stratégique fait appel à ce que le sociologue Charles Tilly appelle l'«*opportunity hoarding*», c'est-à-dire une maîtrise par un groupe social spécifique de l'accès à une ressource convoitée, ce qui mène directement les autres groupes à être exclus de cette ressource¹⁵. Certes, les classes dominantes ne sont pas les seules à adopter des stratégies orientées économiquement; les pratiques stratégiques occupent l'ensemble des classes sociales, mais le degré d'autonomie varie en fonction de la position occupée.

Dans cet article, nous aborderons les groupes étudiés à partir d'une analyse des classes afin de mieux saisir les dynamiques économiques en jeu. Il s'agira de dégager les relations sociales de propriété qui renvoient, comme nous l'avons indiqué, au positionnement à l'intérieur de la structure sociale et aux stratégies déployées pour conserver cette position. Ces stratégies tendent alors à reproduire à divers degrés les rapports de domination existants. L'expérience des ouvriers propriétaires et locataires s'articule autour de rapports de domination mis en évidence par la perte d'emploi, le taux chômage, la saisie d'une propriété et l'endettement, par exemple. Or ce groupe, comme tous les autres acteurs sociaux, oriente ses actions dans le but nécessaire de conserver sa position au sein de la structure sociale. Ces rapports sont donc intimement liés aux conditions de travail, qui, elles, sont à leur tour dépendantes du marché et déterminent les chances d'accès et de mobilité sociale ascendante ou descendante des membres de la société. Nous verrons que malgré l'accès progressif de la classe ouvrière à la propriété, cette accessibilité n'est pas garante d'une ascension sociale durable et que cette classe reste par conséquent la plus fragile de la structure sociale. À ce titre, la crise économique met très bien en relief cette fragilité et dévoile toute la force du capitalisme dans la recomposition des trajectoires sociales. Pour ce faire, nous ancrerons notre étude dans une démarche inductive; autrement dit, nous tenterons d'articuler un modèle qui, en s'appuyant sur les matériaux empiriques disponibles, correspond le mieux à la réalité du XIX^e siècle. Notre recherche se divise comme suit : nous allons d'abord présenter notre échantillon et proposer un

12 Robert Brenner, « The social basis of economic development » dans John E. Roemer (dir.), *Analytical Marxism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, p. 25-27.

13 Dechêne, « La rente », p. 582-583.

14 Robert C. H. Sweeny, « Spatial and Social Dynamics of Rentier Capital in an Industrializing Town: the Case of 19th Century Montreal », communication présentée à l'Economic History Association, Austin (Texas), 6 septembre 2007.

15 Charles Tilly, *Durable Inequality*, Berkeley, University of California Press, 1999, p. 91.

aperçu de la nature singulière de la Longue Dépression. Ensuite, nous dégagerons les caractéristiques sociales de notre échantillon, à savoir la distribution des classes, la stratification interne de la classe ouvrière et les rapports intergénérationnels. Enfin, à la lumière de la littérature existante, nous analyserons les pratiques et les stratégies des ménages ouvriers.

Échantillon et méthodologie

Pour cette recherche, nous avons sélectionné de manière aléatoire un échantillon de huit rues et ruelles consécutives ou voisines dans une zone située au nord de la rue commerciale Saint-Joseph où les résidences se trouvent près d'activités industrielles. Les rôles d'évaluation nous ont ensuite permis de lier les propriétaires aux propriétés habitées et d'identifier les locataires. Géographiquement, notre échantillon contient des individus habitant dans le quartier historique de Saint-Roch (carte 1)¹⁶. Le recensement de 1871 dénombre dans ce quartier 1500 familles regroupées à l'intérieur de 813 demeures habitées. Notre échantillon contient près de 8 % de ces demeures, une proportion suffisante pour pouvoir effectuer une analyse microsociologique. Historiquement, le quartier se compose de quatre vastes étendues de terres concédées au XVIII^e siècle qui allaient devenir Saint-Roch : le fief des Récollets, les terres de l'Hôtel Dieu, le fief de la Vacherie¹⁷, qui appartenait aux Jésuites, et les terres de William Grant¹⁸. C'est donc à l'intérieur de ces deux derniers espaces que se trouve notre échantillon. Ce territoire, dont les lotissements au nord ont été construits à partir de 1829, ce qui est relativement récent, a connu une croissance démographique importante et un développement urbain extensif à partir du milieu du XIX^e siècle¹⁹. Bien que la taille de l'échantillon suffise à présenter nos hypothèses de recherche, une étude future de plus grande envergure permettrait de confirmer ou d'infirmer certaines des pistes avancées ici.

Pour constituer notre échantillon, nous avons utilisé de manière prioritaire les rôles d'évaluation de la Ville de Québec²⁰. Bien que le contenu et la rédaction de ces documents restent propres à chaque municipalité, de nombreuses informations géographiques et fiscales nous permettent d'avoir un portrait pertinent des propriétaires et des locataires. Les rôles d'évaluation indiquent la rue où se situent les habitations, les noms des propriétaires, des locataires, ainsi que le montant

16 Nous avons exclu les sous-districts de Saint-Roch Nord et de Saint-Roch Sud puisqu'ils se situent dans des zones périurbaines en développement. Le quartier historique de Saint-Roch présente quant à lui la plus forte densité urbaine avec 16 hab/km².

17 À la fin du XVIII^e siècle, les terres appartenaient aux jésuites, qui les avaient acquises de David Lynd : « Un terrain à la Vacherie est en la possession des syndics de l'Église de St-Roch. Un autre terrain est à la Vacherie ; on y a construit l'Hôpital de la Marine. [...] Les deux lots mentionnés à La Vacherie, comprennent l'étendue de terrain qui se trouve entre la rue Panet et l'ancien pont Dorchester et contiennent environ trois arpents. Un autre terrain à La Vacherie, contenant 30,341 pieds en superficie, est en la possession de l'Église Épiscopaliennne. Un autre terrain à La Vacherie est réservé pour une place de marché ». Antoine Braun, *Mémoire sur les biens des jésuites en Canada*, Montréal, C.-O. Beauchemin & Valois, Libraires-Éditeurs, 1874, p. 104-105.

18 Seigneurie appartenant anciennement à William Grant (1744-1805), dont les terres seront ensuite partagées entre la paroisse de Saint-Roch et des marchands.

19 Pour plus de détails, voir Lucie K. Morisset, *La mémoire du paysage. Histoire de la forme urbaine d'un centre-ville : Saint-Roch, Sainte-Foy*, Presses de l'Université Laval, 2001.

20 Fonds d'archive de la Ville de Québec, Q-A5-5CC-b-003-023 à 031.

annuel du loyer dans la plupart des cas. Ils contiennent également des informations sur les taxes spéciales, les taxes d'eau, etc. En dépit de leur discontinuité (les archives de la Ville ne possèdent malheureusement pas les rôles d'évaluation de Saint-Roch pour les années 1874, 1875 1876 et 1879), nous pouvons suivre avec une relative précision l'évolution de l'occupation, c'est-à-dire les changements de propriétaires ou de locataires. Enfin, la disposition des informations reste la même pour les années qui nous intéressent. Nous avons aussi effectué un croisement entre les rôles d'évaluation, les recensements informatisés de 1871 et de 1881²¹, l'annuaire Cherrier pour ces mêmes années et le plan d'assurance contre les incendies de la ville de Québec dessiné par Charles Edward Goad en 1879. Ce dernier permet de mieux distinguer la part des habitations (*dwelling*s) de celle des commerces²². Ce plan d'assurance offre aussi la possibilité de connaître les caractéristiques des habitations. Sans surprise, la vaste majorité des propriétés sont construites sur une charpente de bois, malgré les incendies de 1845 et de 1866 qui avaient rasé une partie importante du quartier Saint-Roch.

Tableau 1 : Habitations dénombrées à partir de trois sources

Rues	Selon le rôle d'évaluation (1881)	<i>Atlas of the City and County of Quebec</i> (1879)	Insurance plans of the City of Quebec (1879)	Commerces, compagnies, boutiques
A	14	14	13	—
B	9	9	11	2
C	9	8	8	—
D	13	13	13	1
E	10	10	10	—
F	15	15	16	—
G	21	19	21	—
H*	8	8	—	—
Total	99	96	92	3

Sources : (PHSVQ/CIEQ) , Rôles d'évaluation de la Ville de Québec, Archives de la Ville de Québec ; ANQ Q, P600, S4,SS1,D65, *Insurance plans of the City of Quebec, Canada*, Charles Goad, 1879; H. W. Hopkins, *Atlas of the City and County of Quebec*, s.l., Provincial Surveying and Pub. Co., 1879.

* Cette rue ne figure pas sur le plan d'assurance.

Les résultats fragmentaires s'expliquent entre autres par la nature des informations glanées par les recenseurs et l'absence de résultats utilisables pour certains individus lors du croisement des sources. Par exemple, dans le rôle d'évaluation, un nom pouvait comporter une graphie différente de celle des autres sources. L'écriture manuscrite rendait parfois difficile l'identification, et il est arrivé que plusieurs personnes portent le même nom que le propriétaire ou encore

21 Projet *Population et histoire sociale de la Ville de Québec* (PHSVQ/CIEQ).

22 Trois rues ont été rajoutées au plan final en février 1879. Elles se trouvent dans une zone d'habitation en expansion.

Tableau 2 : Propriétaires et leurs locataires identifiés

	Noms liés à une propriété	Propriétaires identifiés (recensement)*	Propriétaires identifiés (annuaire)**	Total des propriétaires occupants	Femmes propriétaires	Propriétés à logements	Nombre de locataires
1871	94	55	6	61	7 (4 veuves)	22	44
1881	98	54	13	67	4 (3 veuves)	28	59

Sources : Recensements de 1871 et 1881 (PHSVQ/CIEQ) et rôles d'évaluation de la Ville de Québec.

* Il s'agit d'un croisement avec le recensement de 1871.

** Il s'agit d'un croisement avec l'annuaire Cherrier (1871).

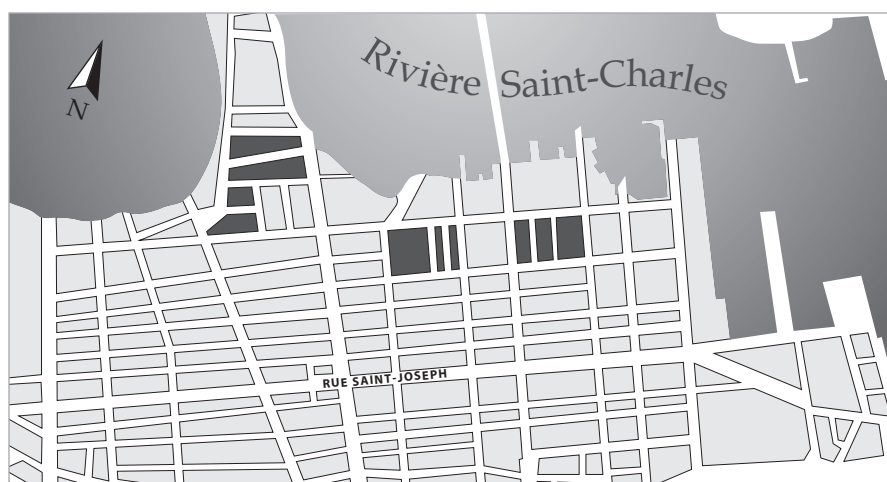
que le nom recherché soit tout simplement absent du recensement et de l'annuaire. Il est possible que des ventes et des déménagements aient eu lieu entre la ronde des recenseurs et celle des préposés au rôle d'évaluation. Cela dit, il est fort probable que des propriétaires non identifiés dans le recensement possédaient une propriété dans Saint-Roch sans y résider. À la suite de la vérification des sources, nous avons donc identifié, propriétaires occupants et locataires confondus, 105 ménages pour 1871 et 126 pour 1881, ce qui traduit déjà une croissance des ménages de l'ordre de 20 %. Enfin, la plupart des locataires qui figurent sur des rôles d'évaluation ont des noms incomplets – par exemple « P. Lemieux » –, ce qui rend impossible un croisement avec d'autres sources. Ceci explique en partie le choix de nous concentrer davantage sur la structure des professions des propriétaires plutôt que sur celle des locataires.

Début d'une crise « manufacturière et commerciale »

La Longue Dépression de 1873 est connue comme étant la crise économique la plus sévère du XIX^e siècle, et ses conséquences nuisibles se sont répercutées sur l'ensemble des sociétés capitalistes d'Europe et d'Amérique. Dans la seconde postface du *Capital*, écrite quelque mois avant la débâcle, Karl Marx avait mis en garde ses lecteurs contre « le mouvement contradictoire de la société capitaliste » devenu de plus en plus un « cycle périodique » destiné à culminer un jour ou l'autre en crise générale²³. Si la chute de l'économie des années 1870 s'est cristallisée dans une période très courte, elle s'est par la suite prolongée en dépression. La crise a débuté avec le marasme boursier de l'Empire austro-hongrois et la « Grande Panique » du 18 septembre 1873 aux États-Unis. En plus de mener des sociétés privées vers la faillite, elle a exposé de nombreuses familles à des difficultés financières considérables. Malgré le fait que cette dépression prolongée ait été déclenchée par une panique financière, ses causes profondes reposent sur la sclérose du secteur productif et leur profitabilité décroissante²⁴. Au Canada, les effets de cet effondrement se sont fait sentir dès 1874 et ont perduré pendant

²³ Dans la deuxième postface allemande du *Capital*, écrite le 24 janvier 1873.

²⁴ Michael Roberts, *The Long Depression*, Chicago, Haymarket Books, 2016, p. 43.



Carte 1 : Quartier Saint-Roch, situé au nord de la rue Saint-Joseph et les zones étudiées, Québec, 1871. Source : BAnQ Q, *Plan of the City of Quebec for the Quebec & Levis Directory from a drawing by Paul Cousin, s.l., Marcotte and Levy, 1871*, en ligne, <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2243962>.

plusieurs années²⁵. À la Chambre des communes, la Longue Dépression était devenue un sujet brûlant. Dès 1876, un comité avait été mandaté pour ratisser le Canada et rapporter des témoignages au sujet de ses répercussions économiques. À la lumière de conversations sur le terrain et en faisant état des dettes contractées par le Canada sur les marchés étrangers ainsi que des dettes provinciales et municipales, le comité avait mis en évidence les « charges énormes annuelles [qui pesaient] sur le pays »; et il ajoutait : « quand on considère qu'il nous faut payer tout cela avec les profits réalisés par le travail, on comprend jusqu'à quel point elles [les dettes] doivent aggraver la misère qui sévit dans un temps de dépression commerciale²⁶. »

L'ampleur inégalée de la crise avait donc amené les autorités politiques à cesser de l'appeler une crise financière, mais plus largement une crise « manufacturière et commerciale²⁷ ». À vrai dire, de nombreuses manufactures à Montréal et à Québec avaient soit cessé leurs activités ou grugé dans les salaires. Après une réduction du taux horaire à 2 dollars par semaine, la principale manufacture de souliers et de bottes, Woodley, « où travaillaient des centaines de personnes des deux sexes », avait décidé à l'été 1875 de congédier « tout son monde », ce qui laissait présager pour la suite « la fermeture d'autres grandes maisons²⁸ ». Cette crise avait touché toutes les classes de la société, de l'agriculteur incapable de trouver des débouchés pour ses produits aux industriels qui baissaient les coûts de production

25 Paul Linteau et coll., *Histoire du Québec contemporain : de la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal, 1989, p. 77.

26 *Journaux de la Chambre des communes du Canada*, « Rapport du comité spécial sur les causes de la dépression actuelle », 1876, appendice 3, p. iv.

27 À la demande de M. Bain, considérée ensuite par tous, *Debates of the House of Commons of the Dominion of Canada*, 3^e session, 1876, p. 143-149.

28 *Le Journal de St-Roch* (Québec), 26 juin 1875.

et rongeaient les salaires²⁹. C'était le cas de M. Mullarky, un commerçant forcé de diminuer la rémunération des hommes, des femmes et des enfants qui travaillaient pour sa manufacture de souliers³⁰. Malgré les critiques selon lesquelles « le système de crédit [était] un système ruineux » ayant causé des « pertes immenses au commerce³¹ », rien n'était fait politiquement pour les victimes principales de cette crise : les travailleurs. À Saint-Roch, la population ouvrière laissée à elle-même ressentait régulièrement les effets économiques.

On prophétise de tous côtés que la crise financière que traverse actuellement le pays va encore aller en exagérant [...] De tous côtés la misère prend les proportions de plus en plus grandes ; des ouvriers viennent se plaindre que depuis un mois ils n'ont pas eu une seule journée d'ouvrage, puis la taxation a fait monter les prix des objets nécessaires à la vie [...]³².

Désavouées, les mesures politiques du conseil municipal de Québec visaient à mettre des fonds publics à la disposition des entreprises en difficulté. C'est non sans ironie que la Ville s'était défendue de n'avoir jamais « eu l'intention de sévir contre les classes pauvres pour la perception de la taxe spéciale³³ ». Quoiqu'il en soit, l'inactivité de la classe ouvrière inquiétait, comme en témoignent les journaux de quartier : « Parmi les questions à l'ordre du jour [...] c'est le travail à donner aux classes ouvrières³⁴. » À Saint-Sauveur, quartier ouvrier qui jouxte Saint-Roch, on comptait « plus de mille pauvres » à l'hiver 1876. Majoritaire, la classe ouvrière de ce quartier « n'a pu travailler que bien peu l'été dernier, et [...] elle ne travaille point du tout cet hiver³⁵ ». Malgré les corvées de bois et des encans, les efforts étaient encore très timides pour subvenir au besoin des familles. Nombre d'entre elles avaient passé ces jours « sans avoir un petit feu pour dégourdir leurs membres roidis par le froid ». Un citoyen écrivait : « Du pain et du bois pour la mère et du travail pour le père, voilà tout ce que je demande³⁶. » Le conseil de ville s'était réuni en comité pour décider de stratégies visant à endiguer la pauvreté grandissante dans la capitale. Avec un budget de 1700 dollars, plusieurs idées avaient été avancées, comme l'établissement de « fourneaux économiques » à différents endroits. On y servirait de la soupe et du pain. Il était entendu que la somme serait distribuée parmi la population catholique et protestante³⁷. En dépit des efforts déployés, alors que la crise battait son plein, les déménagements devenaient fréquents :

29 « Selon les métiers, les salaires diminuent de 25 % à 60 % ». Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, p. 90.

30 « Rapport du comité spécial », p. 103.

31 *Le Canadien* (Québec), 12 avril 1876.

32 *Le Journal de St-Roch*, 26 juin 1875.

33 *Le Canadien*, 2 mai 1877.

34 *Le Journal de St-Roch*, 3 avril 1875.

35 *Le Canadien*, 17 janvier 1876.

36 *Le Canadien*, 17 janvier 1876.

37 *Le Canadien*, 12 janvier 1876.

Je voyais, l'autre jour, la petite charrette à bras rouler devant moi, chargé de ce ménage du pauvre si difficilement acquis, et qui tient si peu de place. Le père, attelé au brancard tirait vigoureusement, aidé par un jeune apprenti, son fils sans doute ; à côté marchaient deux sœurs : l'aînée portant un panier chargé de provisions, quelques lithographies encadrées, galerie de tableaux de pauvre ménage [...]³⁸.

Malgré le commerce stagnant et les emplois menacés, certains ménages sont parvenus à tirer leur épingle du jeu. L'intense circulation des propriétaires et des locataires, comme nous le verrons plus loin, témoigne d'une frénésie immobilière qui trahit les difficultés vécues par certains ménages telles que des saisies ou encore un déclassement social. Il va sans dire que les dynamiques immobilières examinées dans notre échantillon correspondent à un modèle réduit d'un terrain économique plus vaste.



Image 1 : Les quartiers Saint-Sauveur et Saint-Roch, vers 1864. Les quartiers Saint-Sauveur (à gauche) et Saint-Roch (à droite), séparés par la corderie, autour de 1864, près de vingt ans après l'incendie de 1845 qui avait rasé une partie importante du faubourg Saint-Roch. On peut y apercevoir les terres de La Vacherie, à la lisière des maisons situées à l'extrême droite.

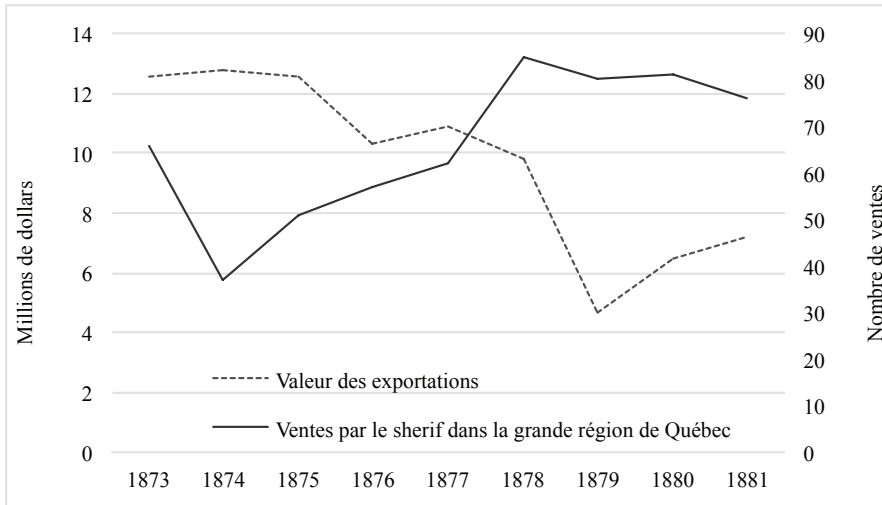
Source : Jules-Benoît Livernois, Bibliothèque et Archives Canada, PA-122757.

Il est possible d'estimer la vitalité économique en suivant l'évolution des importations et des exportations. Cette dernière permet uniquement de nous représenter le contexte global à partir de la sphère des échanges. On remarque sans surprise qu'à partir de 1873, un ralentissement se profile; il perdurera jusqu'en 1879. En comparant pour la même période les ventes par le shérif effectuées par la Ville de Québec, c'est-à-dire les ventes en justice par suite de saisie, on remarque une évolution opposée à celle des activités économiques de la ville. Bien sûr, les ventes par le shérif ne comprennent pas toutes les ventes survenues sur le

38 « Une scène de déménagement », *L'Opinion publique, journal illustré* (Montréal), vol. 6, n° 18, 6 mai 1875, p. 214.

territoire. Elles dessinent néanmoins une tendance qui nous permet de saisir la relation entre la conjoncture économique et les activités immobilières.

Graphique 1 : Ventes par le shérif de Québec et activités économiques de son port, 1873-1881



Sources : *Journal de Québec*, 1873-1881; Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Montréal, Fides, 1971, appendice 2.

Du point de vue des propriétaires, on observe qu'une économie vacillante est susceptible de nuire à la stabilité résidentielle. Une dépression économique rattraperait les propriétaires incapables d'honorer leur hypothèque, alors que la prospérité et le plein emploi invitent à penser le contraire. Accéder à la propriété ne signifiait donc pas la conserver durablement. Chaque crise économique réveillait ainsi le spectre de l'endettement et du déclassement social, perspective redoutable même au XX^e siècle :

Plusieurs ménages ouvriers ne payent pas de loyer, soit qu'ils possèdent quelques propriétés, soit qu'ils demeurent avec leurs parents. D'autres en sont réduits à faire des dettes et à vivre dans un dénuement absolu. Comment s'étonner, après cela, des perpétuels déménagements de tant de pauvres gens dont les loyers sont arriérés³⁹.

Le déménagement était-il alors une fuite stratégique ? Des études éclairantes sur le sujet ont montré à juste titre le rapport étroit entre la position sociale, le niveau d'endettement et la mobilité durant la première moitié du XIX^e siècle à Saint-Roch⁴⁰ et à Montréal⁴¹, tendance bien établie tout au long du siècle. Comme

³⁹ *L'Action sociale* (Québec), 18 janvier 1909.

⁴⁰ Jean-Pierre Hardy, « Niveaux de richesse et intérieurs domestiques dans le quartier Saint-Roch à Québec, 1820-1850 », *Material History Bulletin / Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 17, 1983, p. 68-69.

⁴¹ Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, « Les inventaires après décès à Montréal au tournant du XIX^e siècle :

les acteurs sociaux orientent leur stratégie afin de consolider leur position et de conserver leurs privilèges, le déménagement nous paraît une ultime stratégie de conservation. Nous examinerons plus loin ces ressources stratégiques et les différentes trajectoires sociales possibles durant cette période critique.

Être propriétaire dans Saint-Roch

Les changements de noms des propriétaires sur les rôles d'évaluation portent à croire à la présence de transactions immobilières et permettent par conséquent de juger du degré de circulation dans le quartier. Durant l'année 1872, cinq nouveaux propriétaires ont remplacé ceux de 1871 alors que l'année suivante, seulement quatre nouveaux propriétaires se sont substitués à ceux de 1872. Ce faible taux de remplacement semble indiquer une stabilité relative du marché à cette époque. Toutefois, pendant les années de la crise, une partie importante des propriétaires et des locataires vont déménager. Si la tendance propre aux villes industrielles est marquée par le fait que «les locataires bougent beaucoup plus que les propriétaires⁴²», la crise économique a fait bouger les deux groupes sociaux. Acquérir une maison représente un investissement considérable, tandis que la location se fonde sur la recherche de l'abordabilité du logement et de la responsabilité limitée. Ce changement dans la mobilité des propriétaires pourrait s'expliquer par un cycle d'endettement individuel, qui se traduit notamment par l'incapacité de rembourser l'hypothèque. Ainsi, un mouvement de fond pourrait bien se dessiner : malgré un accès à la propriété de plus en plus libéralisé, la dépression économique aurait pour effet de réaménager les possibilités et l'accessibilité à la propriété, ce qui favorise au bout du compte les classes aisées, mais aussi certains ménages des classes populaires. Les présentations suivantes permettent d'appuyer notre affirmation.

La Corporation de la Cité de Québec est la seule instance investie du pouvoir de saisie-exécution dans l'éventualité d'une incapacité à respecter des paiements ou dans le cas d'une violation de règlements immobiliers municipaux⁴³. Un coup d'œil aux ventes faites par le shérif suffit pour nous convaincre d'une hausse de la précarité pendant la crise économique, où des charpentiers, des menuisiers, des cordonniers et d'autres ont cédé leurs biens immobiliers à la Corporation de la Cité de Québec⁴⁴. Aux dires de Jacques-Aurèle Grenier, évaluateur pour la Ville de Québec depuis 1873, le non-paiement des taxes et autres obligations avait amené la Corporation à saisir et à vendre «assez souvent» des propriétés dans Saint-Roch⁴⁵.

préliminaires à une analyse », *Revue d'histoire de l'Amérique française* vol. 30, n° 2, septembre 1976, p. 187 et suiv.

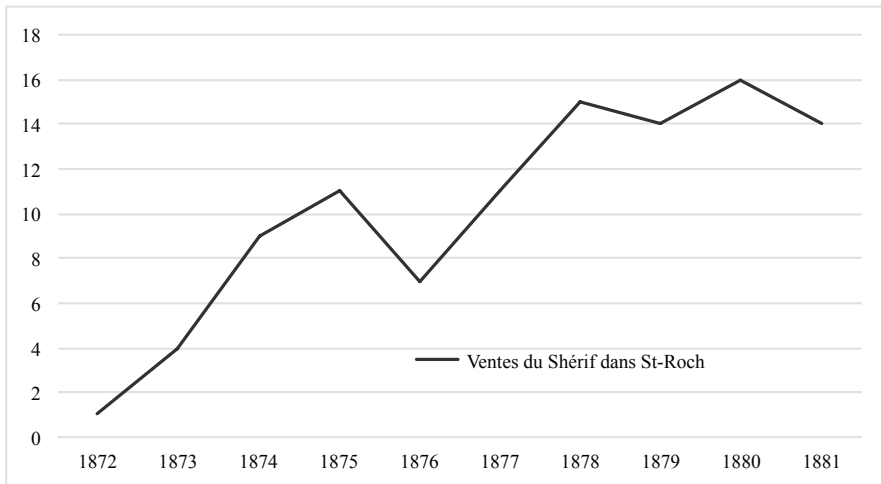
42 Richard Harris et Eric Moore, «An Historical Approach to The Study of Migration», *Professional Geographer*, vol. 32, n° 1, p. 25.

43 Mathias Chouinard, *Acte d'incorporation de la cité de Québec*, Québec, C. Darveau, 1887, article 543 et suiv.

44 *Journal de Québec*, 14 mars au 9 mai 1874.

45 *Report of the Royal Commission*, p. 814.

Graphique 2 : Ventes de propriétés effectuées par le shérif dans le quartier Saint-Roch après des saisies par la Ville, 1872-1881



Source : *Journal de Québec*, 1872-1881. Toutefois, aucun des propriétaires de notre échantillon n'y est mentionné. Voilà qui porte à croire que les propriétés auraient fait l'objet de transactions de gré à gré.

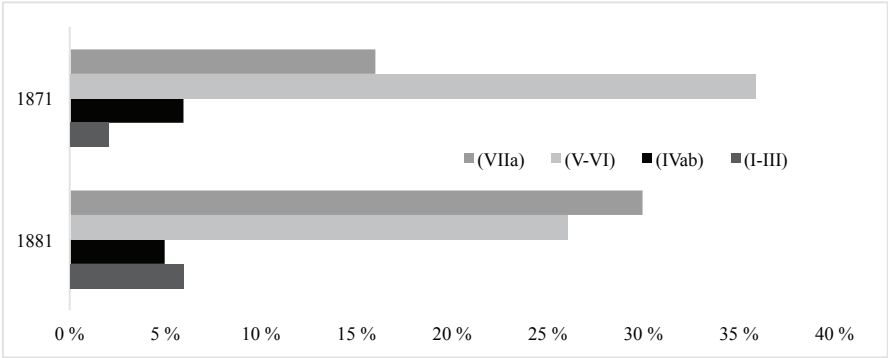
Le tableau ci-dessus présente une hausse évidente des actions civiles intentées par la Corporation de la Cité de Québec contre les propriétaires récalcitrants. Si un nombre important d'ouvriers de Saint-Roch possèdent une propriété, il s'avère pourtant plus difficile pour ces derniers de la conserver. Cet effet de «réaménagement» provoqué par la crise entraîne une situation de hors-jeu pour certains et une possibilité d'accès pour d'autres. Pour mieux appréhender les changements au sein de la classe ouvrière, il a fallu reconstituer la structure sociale de l'échantillon. Pour ce faire, le croisement des recensements de 1871 et de 1881, de l'annuaire Cherrier et des rôles d'évaluation a permis de faire ressortir les professions et les caractéristiques générationnelles et d'en examiner les changements internes dans le contexte de crise économique. Le tableau multivarié ci-dessous permet d'en saisir la composition sociologique.

Regardons de plus près la profession des propriétaires à partir du schéma de classes à la page suivante, schéma élaboré par Robert Erikson, John H. Goldthorpe et Lucienne Portocarero. Utilisé pour l'analyse des inégalités intergénérationnelles et de la mobilité des classes sociales, le schéma d'influence wébérienne dit «EGP» permet de situer la position des individus au sein du mode de production⁴⁶. D'abord, notre tableau indique que de nouveaux propriétaires, des cols blancs (I-III), se sont progressivement installés. En 1881, on retrouve des fonctionnaires, des notaires, des ingénieurs. Ensuite, on remarque que la présence de propriétaires issus de la petite bourgeoisie (IVab) a légèrement diminué pendant la crise, les difficultés commerciales ayant peut-être mené

⁴⁶ Robert Erikson and John H. Goldthorpe, « Intergenerational Inequality: A Sociological Perspective », *The Journal of Economic Perspectives*, vol. 16, n° 3, été 2002, p. 33.

Tableau 3 et graphique 3 : Classe sociale et caractéristiques ethnolinguistiques des propriétaires occupants, 1871 et 1881

	1871				1881			
	Canadiens français	Irlandais	Anglais-Écossais	Total	Canadiens français	Irlandais	Anglais-Écossais	Total
Cols blancs (I-III)	2	—	—	2	6	—	—	6
Petite bourgeoisie (IVab)	6	—	—	6	3	—	2	5
Ouvriers spécialisés (V-VI)	32	3	1	36	21	2	2	26
Ouvriers non spécialisés (VIIa)	15	2	1	18	31	—	—	30
Total	55	5	2	62	61	2	4	67



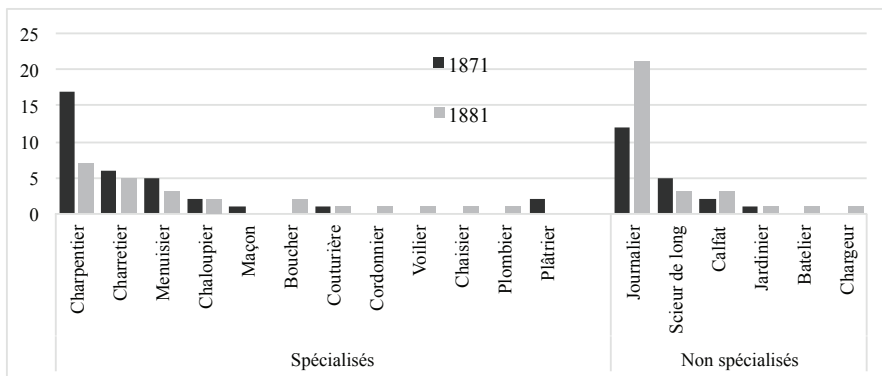
Sources : Rôles d'évaluation de la Ville de Québec, 1871, 1877, 1881 et recensements de 1871 et 1881 (PHSVQ/CIEQ).

La codification provient du schéma en cinq classes de Robert Erikson, John H. Goldthorpe et Lucienne Portocarero, « Intergenerational Class Mobility in Three Western European Societies: England, France and Sweden », *The British Journal of Sociology*, vol. 30, n° 4, décembre 1979, p. 415-441. Devant l'absence de la classe des ouvriers agricoles (IVc + VIIb), nous l'avons exclue.

certains manufacturiers et commerçants à chercher des débouchés ailleurs. Sans surprise, les propriétaires sont pour la vaste majorité des ouvriers qualifiés (V-VI) et non qualifiés (VIIa). On observe d'ailleurs un renversement de position au sein de cette classe. En effectuant une ventilation des métiers, on s'aperçoit que les ouvriers spécialisés, les charpentiers en l'occurrence, disposaient d'un accès non négligeable à la propriété en 1871. Dix ans plus tard, la présence des charpentiers a diminué de plus de 50 %. La crise avait ainsi plombé l'industrie navale, alors moteur économique de la ville de Québec. En revanche, on s'étonne de la progression des ouvriers non spécialisés propriétaires, particulièrement des journaliers. Une situation semblable a déjà été observée dans Sainte-Anne,

Sainte-Marie et Pointe-Saint-Charles au tournant de la seconde moitié du siècle⁴⁷; toutefois, le contexte économique était bien différent. Pendant la crise, la structure sociale s'est certes modifiée de manière notable, mais cette modification n'a pas touché les groupes de métiers de la même façon. Ainsi, la dépression de 1873 aurait recomposé l'accès à la propriété et fragilisé la situation de certains corps de métiers. Les résultats de notre échantillon tendent à montrer que certains ouvriers, notamment des journaliers, auraient saisi leur chance d'accéder à la propriété en pleine période de crise! Comme cette tendance est à contre-courant des études précédentes sur le sujet, il faudrait vérifier si elle existe aussi dans la population de Saint-Roch et dans les trois autres quartiers ouvriers de Québec : Montcalm (principalement irlandais), Saint-Sauveur et Champlain. Notons cependant que dans Saint-Roch, la proportion d'ouvriers propriétaires occupants était plus forte que dans Champlain, par exemple. Pour mieux saisir cette transformation qualitative, il est utile de rappeler la relation entre l'économie capitaliste et la formation des classes sociales telle que la comprenait le sociologue Max Weber, relation où l'économie déploie ses conditions d'accès et de restrictions et où les individus se voient imposer la « chance » d'utiliser des ressources et leur « degré » d'utilisation de celles-ci⁴⁸. C'est donc la nature même du capitalisme moderne qui se révèle ici par sa capacité de déclasser et de reclasser à tout moment les membres de la structure sociale. Nous traiterons plus loin de l'âge des propriétaires, facteur qui pourrait nous éclairer sur de tels changements.

Graphique 4 : Métiers des propriétaires de la classe ouvrière (V-VI et VIIa), 1871 et 1881



1871 : n = 54 ; 1881 : n = 58.

Sources : Rôles d'évaluation de la Ville de Québec croisés avec les recensements de 1871 et de 1881 (PHSVQ/CIEQ). Le tableau ne présente que les métiers qui ont pu être reliés aux propriétaires grâce au croisement des sources.

⁴⁷ Brian Young, *In Its Corporate Capacity: The Seminary of Montreal as a Business Institution, 1816-1876*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1986, p. 101-102.

⁴⁸ Voir Max Weber, *Économie et société*, tome 1, Paris, Pocket, 1995, p. 391-395, et, du même auteur, *Histoire économique. Esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*, Paris, Gallimard, 1991, p. 295 et suiv.

En 1881, les journaliers représentent 36 % des propriétaires occupants, alors qu'ils ne formaient que 21 % en 1871. Les charpentiers qui constituaient près du tiers des propriétaires en 1871 ne forment plus que 15 % dix ans plus tard. Cette régression a donné lieu à l'apparition d'autres ouvriers spécialisés, qui représentaient le tiers des propriétaires en 1881. L'instabilité économique, particulièrement dans l'industrie navale, donne donc à voir un remaniement des propriétaires. L'incapacité d'assumer l'hypothèque et les taxes municipales, surtout en situation de chômage, aurait ainsi augmenté le risque de devoir vendre hâtivement ou d'être saisi. Toujours selon l'évaluateur Grenier, Saint-Roch reste néanmoins un quartier accessible, comparativement à Champlain, où la majorité des ouvriers sont locataires. Cette accessibilité n'est pourtant pas synonyme de richesse; en témoigne le confort modeste des propriétaires de Saint-Roch depuis 1873 : *«there is not so much wealth. We see much furniture that has not been renewed and that requires to be done. This is among the working class more particularly»*⁴⁹.

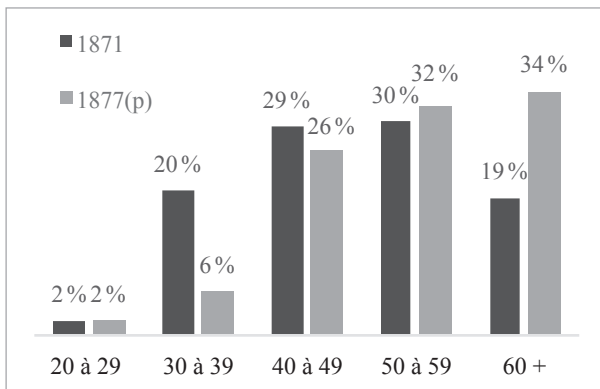
Outre l'origine sociale, l'âge représente un élément important dans la trajectoire des propriétaires. En fait, bien que la structure sociale ait été en partie altérée puisque certains métiers se sont vus plus menacés que d'autres, l'inégalité intergénérationnelle demeure frappante. Ici, l'accès à la propriété varie beaucoup selon les groupes d'âge. Soulignons d'abord que la distribution des âges en 1871 paraît suivre un modèle courant de trajectoire sociale : les jeunes familles ouvrières doivent adopter des méthodes d'épargne afin d'accéder à une propriété et de jouir d'un statut équivalent aux quarantenaires déjà propriétaires. Comme l'a observé Lisa Dillon pour le Canada⁵⁰, ces derniers constituent un groupe d'âge important, puisqu'ils forment la majorité des chefs de famille propriétaires. Selon notre échantillon, 78 % des propriétaires sont âgés de plus de 40 ans en 1871. Or cette logique semble contredite dix ans plus tard avec une distribution générationnelle remarquablement différente. La projection des âges nous permet de mesurer, dans un contexte absolu, l'âge qu'auraient atteint ces propriétaires à mi-parcours et de prévoir la structure intergénérationnelle. Selon cette prévision, bon nombre d'entre eux auraient plus de 60 ans et même plus de 70 ans. Pourtant, même si en 1881 la tranche d'âge de 40 à 49 ans constitue toujours le noyau dur des propriétaires, ceux de plus de 50 ans ne représentent plus que 14 % alors que les jeunes âgés de 20 à 39 ans composent 31 % des propriétaires ! La répartition des groupes d'âge fait donc état d'une transformation sociologique notable.

Sommes-nous devant un assouplissement des critères d'accès favorisant les jeunes ménages ? Pour y répondre, quelques propositions doivent d'abord être avancées en gardant en tête la perspective webérienne sur le capitalisme mentionnée plus haut. La crise économique semble avoir entraîné des conditions d'accès favorable pour les jeunes familles, conditions qui ne paraissent pas avoir existé en 1871. Dans une perspective plus démographique, l'émigration vers la ville pourrait expliquer la croissance d'une population de jeunes acheteurs

⁴⁹ *Report of the Royal Commission*, p. 814.

⁵⁰ Lisa Dillon, *The Shady Side of Fifty: Age and Old Age in Late Victorian Canada and the United States*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2008, p. 193.

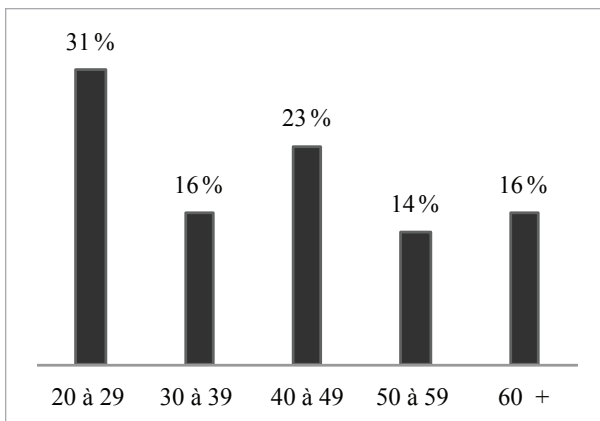
Graphique 5 : Distribution de l'âge des propriétaires* en 1871 et projection de l'âge six ans plus tard



* Il s'agit des 54 propriétaires identifiés grâce au croisement avec le recensement uniquement, l'annuaire ne donnant aucune information sur l'âge.

Sources : Rôle d'évaluation de la Ville de Québec et recensement de 1871 (PHSVQ/CIEQ)

Graphique 6 : Distribution de l'âge des propriétaires* en 1881



* Il s'agit des 58 propriétaires identifiés grâce au croisement avec le recensement uniquement. L'âge avancé de certains propriétaires en 1871 porte à croire que plusieurs d'entre eux sont décédés avant 1881.

Sources : Rôle d'évaluation de la Ville de Québec et recensement de 1881 (PHSVQ/CIEQ)

ouvriers, en l'occurrence journaliers. La crise capitaliste aurait ainsi créé une sorte d'appel d'air en réunissant les conditions nécessaires d'accès à la propriété. Cette restructuration a certes de fâcheuses conséquences qui touchent les plus vulnérables, particulièrement les propriétaires trop âgés et exclus de la force de travail, mais aussi les propriétaires qui, en raison du chômage, se trouvent incapables de rembourser leur hypothèque. C'est le cas par exemple de François Jolicœur, maître-menuisier de 45 ans qui a acquis une propriété de Narcisse

Gamache en 1870. Son titre nouvel stipule qu'il devait verser annuellement « quatre piastres et vingt-trois sous » en rente perpétuelle et constituée – reliquat du régime seigneurial – et « deux louis un schelling et onze pence courant⁵¹ » pour les arrérages de l'ancien propriétaire, en plus de 5 % du capital de « vingt louis dix-huit schellings et six pence et demi ». Or en 1877, Jolicœur n'est plus propriétaire; il occupe plutôt un des six appartements d'un immeuble de la rue voisine. Implication directe du système capitaliste, le déclassement surgit au plus bas du cycle économique, en réordonnant la position de chacun dans la structure sociale.

Par ailleurs, l'augmentation significative des locations entre 1871 et 1881 est révélatrice de deux stratégies importantes. Premièrement, à plusieurs reprises durant la crise, on remarque l'apparition d'espaces locatifs dans des propriétés qui n'en disposaient pas en 1871. Cette transformation porte à croire que des propriétaires se sont tournés vers le marché de la location pour des raisons économiques. Deuxièmement, la forte demande et la circulation des locataires témoignent, comme nous le verrons plus loin, d'une instabilité résidentielle croissante symptomatique d'une période trouble.

Tableau 4 : Croissance de la location

	Augmentation des espaces locatifs (occupés et vacants)
1873	+12 % (depuis 1872)
1877	+23 % (depuis 1873)
1881	+10 % (depuis 1880)

Source : Rôles d'évaluation de la Ville de Québec.

Cette évolution des espaces de location montre que la dynamique résidentielle du quartier Saint-Roch s'organise autour de deux tendances : la recherche de débouchés économiques stratégiques pour les propriétaires, par l'entremise de la location de logements et de pensions (voir *infra*), et la recherche perpétuelle du logement abordable du côté des ménages locataires. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas étranger aux familles ouvrières, comme l'a déjà observé Bettina Bradbury⁵². Les résultats obtenus jusqu'ici semblent donc indiquer que la crise de 1873 a touché des groupes de métier et des groupes d'âge spécifiques. Contrairement à ce que Lauzon avait observé pour Saint-Augustin⁵³, cette période d'incertitude ne semble pas avoir été suivie d'un resserrement des conditions d'accès à la propriété. Au contraire, un nombre important de jeunes propriétaires auraient profité d'une occasion favorable, tandis que d'autres, plus âgés, ont dû céder leur place d'une manière ou d'une autre, bousculés par une vente et un déménagement.

51 ANQ-Q, E21/S64, SS5/SSS8, D455, « Titre-nouvel de terre à La Vacherie par-devant les Notaires Publics, résidents à Québec, soussignés, à François Jolicœur, maître charpentier, demeurant en la paroisse Saint-Roch », 20 juin 1870.

52 Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal: âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 1995.

53 Gilles Lauzon, « Cohabitation et déménagements », p. 141.

Payer son loyer pendant la crise

Dans Saint-Roch, la situation des locataires est intéressante à plus d'un titre. Lorsqu'on observe l'évolution des loyers dans cette paroisse, on constate une augmentation de leur valeur moyenne, allant de 2,45 dollars par mois en 1871 à 2,94 dollars en 1881, alors que le loyer médian passe de 2,33 à 2,72 dollars au cours de ces dix ans. Chose certaine, les activités immobilières et le marché déterminent les loyers, qui représentent une des nombreuses dépenses des ménages. On comprend qu'en période de chômage, plusieurs familles soient passées par l'endettement pour s'assurer l'accès aux produits essentiels. Des commerces de Québec traînaient d'ailleurs la réputation de vendre à crédit leur pain et leurs aliments de base⁵⁴. La surabondance du crédit offert aux commerçants et aux particuliers avant la crise de 1873 entraîna cependant par la suite la réclamation du paiement immédiat des dettes⁵⁵, ce qui mit bien des ménages dans une fâcheuse position financière.

Graphique 7 : Nombre de logements dont le loyer a augmenté, 1871 à 1881



Données manquantes pour les années 1873, 1874, 1875, 1876 et 1879.

Source : Rôles d'évaluation de la Ville de Québec.

Dans ce contexte, il n'est pas anodin d'observer à Saint-Roch des augmentations importantes d'hypothèques et de loyers vers 1877. Dans notre échantillon, la plupart des hausses des prix des loyers, même légères, ont été faites par des propriétaires déjà établis en 1873 sinon avant. Deux phénomènes semblent avoir dominé. Premièrement, les hausses de loyer les plus importantes sont l'œuvre de propriétaires déjà en place en 1871. Le manque de preuves nous empêche d'asseoir des conclusions définitives sur la stratégie des nouveaux acquéreurs (telle que l'augmentation intentionnelle des loyers afin d'équilibrer le remboursement hypothécaire). On constate toutefois que plusieurs hausses

⁵⁴ *Report of the Royal Commission*, p. 784, 869 et 1057.

⁵⁵ Gaétan Gervais, « Le commerce de détail », p. 542.

proviennent des propriétaires bien établis possédant parfois d'autres propriétés, comme le notaire George Larue et le commerçant John Baile. Ce dernier, qui vivait au cœur de la Haute-Ville, avait acheté en 1870 cinq lots en Basse-Ville, dont trois mentionnés dans le rôle d'évaluation de Saint-Roch et dans l'*Atlas of the City and County of Quebec* (1879)⁵⁶. Une piste d'explication réside peut-être dans la présence de nouveaux logements probablement plus chers, particulièrement dans Saint-Roch Nord, qui connaît une expansion. Concevoir le quartier comme un espace homogène est tout simplement impossible. Celui-ci s'articule en secteurs déterminés par la variabilité des marchés, à savoir la consommation et la production. Dans sa sociologie de la ville, Max Weber affirmait que les caractéristiques économiques qui reposent sur la régulation des rapports d'échange et de production définissent la « politique économique de la ville⁵⁷ ». Résultat : il existe des zones d'habitation plus accessibles que d'autres. Deuxièmement, des écarts parfois importants entre les loyers enregistrés et l'hypothèque, comme l'indiquent les rôles d'évaluation, portent à croire à des retards de paiement de la part des locataires. Il ne s'agit guère de la taxe d'eau, puisqu'une colonne lui est réservée dans le document. La piste du retard du loyer s'avère d'autant plus plausible qu'il est possible d'observer cet écart une année, chez un même propriétaire, et un retour à l'égalité entre les loyers et l'hypothèque l'année suivante, cette fois, avec de nouveaux locataires.

Tableau 5 : Retards de paiement du loyer de 1872 à 1881

Locataires accusant des retards de paiement	
1872	0
1873	4
1877	6
1878	7
1880	3
1881	4

Source : Rôles d'évaluation de la Ville de Québec.

Par conséquent, ce roulement de locataires suggère des expulsions. En effet, selon l'acte d'incorporation de la Ville de Québec, le paiement des taxes d'eau, des taxes de drainage et d'autres cotisations incombe au propriétaire, qui doit l'assumer en entier. Le propriétaire dispose toutefois du droit de recouvrer les taxes auprès du locataire ou de l'occupant en les incluant dans les baux. Par exemple, la taxe d'eau constitue 12,5 % du montant du loyer. En absence de paiement de

⁵⁶ Quatre lots totalisant 9 955 pieds carrés, dont les rentes additionnées correspondaient à 9 livres 32 schillings et 15 ½ pence, ainsi que deux lots de terre de 80 pieds « de front » et 50 pieds « en profondeur » avec des rentes de 2 livres 9 schillings et 11 pence. Il faut souligner que si le système monétaire décimal avait été adopté depuis 1858, il existait, en parallèle au dollar, des calculs basés selon les anciennes monnaies. Voir par exemple ANQ Q, E21,S64,SS5,SSS8,D454, Titre-nouvel de terre à La Vacherie à John Baile, marchand, demeurant en la paroisse Saint-Roch, 15 février 1870.

⁵⁷ Max Weber, *La ville*, Paris, La Découverte, 2014, p. 52-53.

la part du locataire, la contribution manquante est additionnée à celle de l'année suivante. Les retards de paiement s'observent couramment entre 1873 et 1881 et touchent environ 5 à 10 % des locataires étudiés.

Mobilité sociale et stratégies ouvrières

À Québec, les preneurs de bail s'engagent à habiter leur logement parfois pour dix-huit mois ou même quatre ans. Les déménagements se font généralement le 1^{er} mai et, une fois le temps de la location expiré, l'occupant doit remettre au bailleur la propriété en bon état. Il incombe aux ménages une responsabilité financière et civile qui les incite à rationaliser leurs dépenses pour s'acquitter du paiement du loyer sous peine d'expulsion ou de déménagement forcé⁵⁸. « [T]ous les prétextes de déménagement sont bons à qui aime à déménager, rappelle Hector Fabre; le quartier est mauvais, la rue est mal pavée, la cuisine est au rez-de-chaussée ou n'y est pas, les voisins ont des chiens qui hurlent au milieu de la nuit ou un coq qui chante au lever de l'aurore⁵⁹. » Bien sûr, plusieurs raisons amènent des ménages à se déplacer, mais ces « prétextes » masquent les stratégies qui sous-tendent ce phénomène. Comme toute pratique sociale, le déménagement constitue une action rationnelle orientée dans un but spécifique. Les ménages semblent avoir été moins capricieux et plutôt conscients du contexte économique de leur quartier. Il n'était pas rare de voir des familles rencontrer le notaire en hiver pour signer au plus vite un bail et s'assurer d'avoir le logement convoité au printemps, comme le laisse entendre l'observation suivante :

Il y a des gens d'humeur vagabonde qui déménagent tous les ans, en jurant, chaque fois, que c'est la dernière. Aussitôt qu'arrive le mois de février, ils ne tiennent plus en place et on les voit en quête d'un nouveau logement qui n'ait point les inconvénients des logements qu'ils ont occupés précédemment. [...] L'ambition de tous les locataires, c'est d'avoir une maison à eux pour la rebâtir en détail. Un propriétaire qui écoute ses locataires est un homme perdu. Il commence par réparer une chambre et il finit par rebâtir la maison⁶⁰.

Déménager révèle donc un agir rationnel et stratégique. Comme le rappelle Lauzon, les déménagements planifiés constituent « très certainement l'une des plus importantes formes de stratégie économique des ménages ouvriers⁶¹. » De manière générale, la fréquence des déménagements permet d'évaluer la stabilité résidentielle d'un quartier. Entre 1871 et 1872, on compte 17 déménagements de locataires, puis 19 entre 1872 et 1873. Malheureusement, l'absence de données officielles pour quatre années nous empêche de faire un suivi serré. Cependant, la comparaison des années 1877 et 1878 puis 1880 et 1881 confirme une tendance à la hausse. Jusqu'à présent, la mobilité des locataires de Saint-Roch paraît très

58 À ce titre, l'article 22 de l'*Acte pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la Cité de Québec*, 34 Vict., ch. 35 (1870) ainsi que l'article n° 1624 et la section III du *Code civil du Bas-Canada* de 1866 intitulée « Des obligations et des droits du locataires » sont clairs.

59 *L'Événement*, 19 mai 1866.

60 *L'Événement*, 19 mai 1866.

61 Gilles Lauzon, « Cohabitation et déménagements », p. 111.

similaire à ce que Gilles Lauzon a observé dans le quartier ouvrier Saint-Henri de 1875⁶² : les familles de Saint-Roch déménageaient beaucoup elles aussi. Cette situation fait également écho aux observations de Jason Gilliland concernant Montréal à la même époque. L'auteur remarque qu'un ouvrier se déplacera davantage durant le cours de sa vie qu'un col blanc⁶³. Parmi les locataires que nous avons identifiés à partir de la période de crise, très peu occupaient le même logement que l'année précédente; or cette tendance se confirme d'année en année. Dans la majorité des cas, les ménages en mouvement s'établissaient ailleurs que dans les rues étudiées. Seulement trois déménagements ont eu lieu à l'intérieur de la zone d'observation, soit dans les rues adjacentes ou à quelques pâtés de maisons plus loin de la position originelle.

En établissant une liste suivie des propriétaires, les rôles d'évaluation présentent un portrait diversifié de l'occupation résidentielle. Ainsi, 39 % des propriétaires occupants identifiés en 1871 occupaient encore leur propriété en 1881, tandis que 3 % seulement des locataires occupaient le même logement depuis 1871. La crise semble confirmer une tendance importante. Si les propriétaires circulent modérément, les locataires sont quant à eux en mouvement incessant. En fait, c'est un peu plus du tiers des locataires qui avaient déménagé avant la crise, alors qu'entre 1880 et 1881, près de 70 % des locataires avaient quitté leur logement! En l'espace d'une seule année donc, le visage de la location pouvait changer du tout au tout. À travers le prisme de notre échantillon, il se dégage de toute évidence à Saint-Roch une circulation surprenante à la fin de la décennie soixante-dix et au début de la nouvelle.

Outre les déménagements, on voit apparaître pendant ces dix années plusieurs stratégies d'occupation que le croisement des rôles d'évaluation avec les recensements et le répertoire des mariages de l'Institut Drouin a permis de découvrir. On observe quelques ménages intergénérationnels où le père cède vraisemblablement sa propriété à son fils, tout en l'occupant avec lui⁶⁴. D'autres, se retrouvent subitement héritiers d'une propriété par suite du décès de leur père⁶⁵. En revanche, la stratégie la plus fréquente est celle qui consiste pour des propriétaires apparentés à occuper une portion de la rue et parfois, lorsque l'occasion se présente, à acheter une propriété voisine. Gilbert Drouin⁶⁶, 46 ans, scieur de long, ses frères Olivier, 40 ans, charretier, et Alexis, 40 ans lui aussi, journalier, vivent sur la même rue en 1871. Plus tard, en 1880 et 1881 respectivement, les deux derniers acquièrent une seconde propriété, et tous deux la mettent en location. Un autre exemple est celui de Gédéon Jolicœur⁶⁷, un épicier de 64 ans, voisin de ses fils

62 Gilles Lauzon et Lucie Ruelland, *1875, Saint-Henri*, Montréal, Société historique de Saint-Henri, 1985.

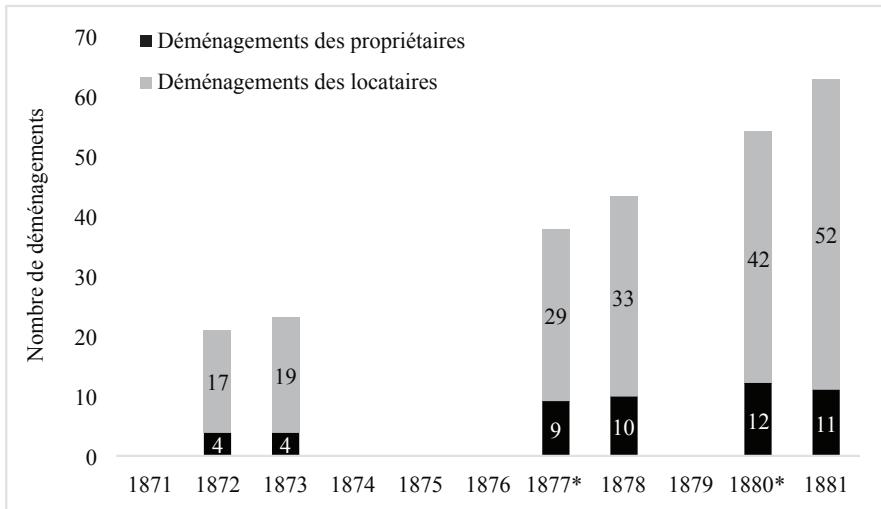
63 Jason A. Gilliland, « Modeling Residential Mobility in Montreal, 1860–1900 », p. 36.

64 Jean-Baptiste Arial, 70 ans, occupe sa propriété jusqu'en 1877, année où son fils François Arial, 50 ans, en devient propriétaire. Encore vivant en 1881 selon le recensement, Jean-Baptiste Arial vit dans le même quartier que son fils, mais pas sous le même toit. Répertoire alphabétique des mariages des Canadiens-français [sic], 1760-1935, *Ordre masculin*, vol. 1, Longueuil, Institut généalogique Drouin, 1990; Bibliothèque et Archives Canada, recensement manuscrit de 1881, en ligne, <http://data2.collectionscanada.gc.ca/e/e327/e008154350.pdf> et <http://data2.collectionscanada.gc.ca/e/e327/e008154368.pdf>.

65 Olivier Leblanc hérite de la propriété de son père Joseph. *Répertoire alphabétique des mariages*, vol. 26.

66 *Répertoire alphabétique des mariages*, vol. 15.

67 *Répertoire alphabétique des mariages*, vol. 26, sous le patronyme « Lachaine-Jolicoeur ».

Graphique 8 : Déménagements, 1871 à 1881

Données manquantes pour les années 1874, 1875, 1876 et 1879.

Source : Rôles d'évaluation de la Ville de Québec.

Théophile, 40 ans, charpentier, qui avait quatre locataires, et Guillaume, 38 ans, un commerçant qui vivait sur la rue adjacente. Cette accumulation immobilière, plutôt inhabituelle au sein de la classe ouvrière, constituait à cette époque une stratégie importante des familles bourgeoises⁶⁸. Elle dévoile en l'occurrence une compréhension certaine des mécanismes du marché et vient nuancer l'incapacité de penser l'économie que l'on a longtemps attribuée à la classe ouvrière. Enfin, il se dégage trois structures domestiques principales : le ménage simple ou nucléaire qui constitue la majorité des cas, le ménage intergénérationnel et le regroupement de familles apparentées et voisines qui vivent à l'intérieur d'une zone restreinte. Cette structure flexible des ménages n'est d'ailleurs pas étrangère aux groupes domestiques hétéroclites des sociétés industrielles observés respectivement par Jack Goody, Tamara K. Hareven et Wally Seccombe, par exemple⁶⁹. Selon notre échantillon, Saint-Roch n'y fait pas exception.

En période d'instabilité, certains ménages se retrouvent aussi fragilisés et connaissent un véritable déclassement social. Par exemple, un charpentier avancé en âge, locataire en 1871, s'est vu attribuer six ans plus tard le qualificatif de

⁶⁸ François Dufaux et Sherry Olson, « Reconstruire Montréal, rebâtir sa fortune », *Revue de Bibliothèque et Archives nationales du Québec*, n° 1, 2009, p. 49 ; Robert Sweeny, *Why Did We Choose to Industrialize? Montreal, 1819-1849*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2015, p. 234.

⁶⁹ Wally Seccombe, *Weathering the Storm: Working-Class Families from the Industrial Revolution to the Fertility Decline*, London, Verso, 1995 ; Jack Goody, *The Development of the Family and Marriage in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983 ; Tamara K. Hareven, *Family Time and Industrial Time: The Relationship between the Family and Work in a New England Industrial Community*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982.

«*poor*⁷⁰», tout comme deux autres locataires. Si l'on en croit les agents qui ont sciemment noté cette situation dans les rôles d'évaluation, 6 % des locataires trouvent leurs conditions de vie dégradées en 1881, alors qu'en 1871 aucune personne n'est désignée ainsi. Pendant la période de l'année la plus occupée par les déménagements, plusieurs observateurs avaient remarqué les conditions difficiles de familles à la recherche d'emploi. Le manque criant d'occasions favorables avait amené celles qui le pouvaient à mobiliser différentes ressources stratégiques. L'hébergement temporaire d'un inconnu moyennant pension mensuelle était l'une d'entre elles. Courante, cette pratique revêt une signification évidente dans une économie de marché. Peu commun à Québec au XVIII^e siècle, sauf en période de crise commerciale⁷¹, l'hébergement de pensionnaires correspond à une stratégie répandue parmi les classes ouvrières. L'élargissement des frontières du foyer, qui le rend en quelque sorte « malléable⁷² » grâce à la mise en rapport d'individus non apparentés, s'observe plutôt chez les familles défavorisées⁷³. La pension demandée aux pensionnaires pouvait parfois offrir « une source de revenus comparable à un salaire⁷⁴ ». Nous aurions donc tort de croire que la pension ne reste qu'une pratique arbitraire. Au contraire, elle constitue une réponse aux contraintes économiques qui peuvent durablement fragiliser la position sociale d'un ménage. Comme le souligne Richard Harris, l'hébergement temporaire a joué un rôle non négligeable dans les dynamiques immobilières et, plus largement, dans le cadre de l'économie de marché⁷⁵.

Tolérée plutôt que démantelée, cette pratique a progressivement été surveillée pour des raisons de santé publique. Au début du XX^e siècle, les règlements provinciaux de l'habitation générale interdisaient « à tout locataire de sous-louer une partie de son logement » sauf sous certaines conditions sanitaires. Les « refuges de nuit » étaient également découragés⁷⁶. La question du logement renvoyait ainsi un reflet des rapports sociaux en ville. Les pensionnaires de Québec (*boarders*) étaient souvent des hommes célibataires aux prises avec des difficultés financières. Par exemple, le peintre Napoléon Chamberlan devait vivre à crédit une partie de l'année et accumuler des dettes pour se nourrir, ce qui retardait le paiement de la pension qu'il versait à la famille qui l'hébergeait⁷⁷. Ces retards étaient régulièrement source de tension. Par exemple, il arrivait que les

70 Selon les termes des évaluateurs.

71 Les sous-locations apparaissent comme un phénomène marginal, à peine 8 %. Toutefois « 68 % des sous-locations enregistrées avant 1745 [l'étaient] au cours de périodes économiques difficiles », Yvon Desloges, « *Une ville de locataires* », p. 119.

72 John Modell et Tamara K. Hareven, « Urbanization and the Malleable Household: An Examination of Boarding and Lodging in American Families », *Journal of Marriage and Family*, vol. 35, n° 3, août 1973, p. 467-479.

73 Peter Baskerville et Eric W. Sager, *Unwilling Idlers. The Urban Unemployed and Their Families in Late Victorian Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, p. 141.

74 Bettina Bradbury, *Working Families*, p. 175.

75 Richard Harris, « The Flexible House: The Housing Backlog and the Persistence of Lodging, 1891-1951 », *Social Science History*, vol. 18, n° 1, printemps 1994, p. 33.

76 « Règlements provinciaux concernant l'habitation en général tels qu'amendés jusqu'au 6 mars 1909 » dans D^r Elzéar Pelletier, *Nos logis Insalubres / Our Unhealthy Dwellings*, [Québec (Province), s.n., 1909 ?], p. 38.

77 *Report of the Royal Commission*, p. 784.

biens du pensionnaire soient retenus jusqu'au paiement de la pension⁷⁸. Certains d'entre eux traînaient un retard de plusieurs mois, ce qui représentait un montant considérable, sachant que le prix d'une pièce louée oscillait autour de 2 dollars⁷⁹. Nous ne possédons pas de données pour les années 1870-1880. Toutefois, le nombre de pensionnaires dans la ville de Québec⁸⁰ en 1901 permet de confirmer la persistance du phénomène. Au début du XX^e siècle, 27,5 % des pensionnaires étaient issus de la classe ouvrière, mais 33 % n'étaient pas rattachés à un métier. Il s'agissait de veufs et de veuves, d'étudiants, de pauvres. Un quartier ouvrier comme Saint-Roch abritait environ 12 % des pensionnaires de la ville. Enfin, bien qu'il existe plusieurs raisons d'offrir et de prendre pension, le contexte économique de la ville pourrait avoir joué un rôle déterminant dans ce choix stratégique.

Conclusion

Même si la crise de 1873 a touché de diverses manières les propriétaires et les locataires ouvriers, ces derniers sont restés les plus fragiles aux imprévus économiques. En traçant les contours de cette réalité sociologique, nous désirions souligner la nature stratégique de certaines pratiques en apparence banales. Il ne fait aucun doute que les difficultés qu'ont éprouvées de nombreux ménages ouvriers durant la Longue Dépression se sont prolongées jusqu'aux années 1880 et 1890. La Commission royale sur le travail et le capital témoigne de propriétaires découragés des retards de paiement de leurs locataires. C'était le cas de John Hearne, qui possédait plusieurs immeubles à Québec. Ce dernier se désolait du nombre croissant de familles ouvrières incapables de lui payer le loyer⁸¹. Surgit alors une sorte de déterminisme qu'on pourrait croire entretenu par la structure sociale : l'incapacité, chez certains ménages ouvriers, de conserver leur propriété ou, comme l'exprime Hearn, « *their inability to earn it* ». Question de morale ou d'éducation ? L'ouvrier, il est vrai, a été soupçonné d'imprévoyance tout au long du XIX^e siècle. Un être social, conscient de sa position, pour qui le capitalisme est créateur de contradictions, de possibilités et de crises se cache pourtant derrière sa soi-disant ignorance atavique de l'économie et son incapacité à « équilibrer le budget familial⁸² ». Certains ménages ouvriers ont navigué avec succès dans les

78 Il s'agissait d'une saisie-gagerie où le bailleur conservait la mainmise sur les biens du pensionnaire. *The Legal News*, vol. 3, n° 12, March 20th, 1880, p. 94.

79 *Legal News*, vol. 3, n° 25, June 19th, 1880, p. 200. Un pensionnaire devait près de 65 dollars à celui qui l'hébergeait, et ce dernier demanda aux tribunaux de trancher.

80 Pour plus de détails, voir les deux études de Valérie Laflamme, « Partir pour la ville : étude des caractéristiques des pensionnaires dans la ville de Québec au tournant du XX^e siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 55, n° 3, hiver 2002, p. 407-425 ; « Vivre en famille ou en pension : stratégies résidentielles et réseaux d'accueil », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 37, n° 1, printemps 2008, p. 61-96.

81 « *Q—Do you find any inclination amongst these tenants to get a better class of house? A—They get the best their very small means will allow them to obtain. The dearth of employment obliges them to put up with a great amount of inconvenience. In many instances, they are unable to pay their rent [...] In the western part of the city, where property was a few years ago valuable, it is of no value at all now, comparatively. A few years ago, where I used to get thousands of dollars in rent for certain houses, and where, I believe, the tenants are as honest now as they were then, I obtain scarcely enough [...] This, I say, is not through any dishonesty on the part of the tenants, but from their inability to earn it.* » *Report of the Royal Commission*, p. 796.

82 Edmond Rousseau, *Alcool et alcoolisme. Causerie sur l'intempérance*, Québec, Le Soleil, 1906, p. 49.

eaux troubles du marché autorégulé, à une période où la question du logement et de la propriété restait centrale. À ce propos, Engels rappelle que pour comprendre la nature des pratiques sociales entre locataires, pensionnaires et propriétaires sous le régime capitaliste, il est nécessaire de les concevoir d'abord comme des rapports économiques⁸³.

Les relations sociales étudiées à partir de notre échantillon ne prétendent pas à une loi générale et sont susceptibles d'être approfondies. Nous souhaitons par notre recherche dégager les transformations socio-économiques locales en contexte de crise, en mettant l'accent sur les déménagements et d'autres stratégies pour évaluer le degré d'autonomie des acteurs sociaux et également les limitations au sein de la structure sociale. Nous avons vu qu'indépendamment de la place qu'occupent les ménages ouvriers, les répercussions de 1873 ont été multiples. C'est là une des caractéristiques du capitalisme que de tirer parti des relations existantes et d'universaliser «des stratégies particulières de reproduction économique⁸⁴» plutôt que d'homogénéiser les rapports sociaux, ce qui entraînerait un monde unidimensionnel. Par conséquent, il est normal d'observer un développement inégal du capitalisme, dont les manifestations varient d'un quartier ouvrier à un autre.

Dans la vie quotidienne, mais plus spécifiquement dans un climat de crise, les stratégies individuelles tentent toutes de répondre à un même problème, celui des contraintes inhérentes au régime de propriété capitaliste. Au demeurant, notre article a tenté de mettre en relief la question de l'homogénéité des classes sociales à travers la mobilité des propriétaires et des locataires. En tirant profit d'un petit échantillon, nous avons pu observer la composition microsociologique de la classe ouvrière. Or cette perspective n'est pas sans danger, particulièrement si elle surestime les trajectoires individuelles aux dépens des plus grands ensembles comme les classes sociales⁸⁵. Elle ne doit pas nous faire oublier les interactions mutuelles entre l'individu et les institutions qui le surplombent. Comme le souligne l'historien William H. Sewell Jr., il n'y a pas d'opposition entre la structure et l'agentivité (*agency*), dont la dualité nourrit perpétuellement la vie sociale; au contraire, cette dualité se présuppose⁸⁶. La tâche constante de l'historien et du sociologue est donc de faire apparaître les rapports historiques qui lient les groupes d'une société à un système culturel donné et qui façonnent les trajectoires sociales.

83 «Nous avons affaire ici à une transaction commerciale commune entre deux citoyens s'effectuant selon les lois qui règlent la vente des marchandises» (traduction libre), *die Wohnungsfrage*, pt. I dans Marx et Engels, *Werke*, p. 216.

84 Vivek Chibber, *The Postcolonial Theory and The Specter of Capital*, London, Verso, 2013, p. 111.

85 Comme on le retrouve dans l'approche de la microstratification notamment chez Kim A. Weeden et David B. Grusky, «The Case for a New Class Map», *American Journal of Sociology*, vol. 111, n° 1 (July 2005), pp. 141-212.

86 William H. Sewell Jr., *The Logic of History*, Chicago, University of Chicago Press, 2005, p. 125.